

Conseil**C/57/9****Cinquante-septième session ordinaire
Genève, 27 octobre 2023****Original : anglais
Date : 14 août 2023**

ÉTATS FINANCIERS POUR 2022*Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Les états financiers de l'UPOV au 31 décembre 2022 sont communiqués au Conseil conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/6), qui prévoit que le Conseil examine et approuve les états financiers. Les états financiers pour 2022 figurent dans l'annexe du présent document. L'annexe contient également la déclaration sur le contrôle interne de l'UPOV, signée par le Secrétaire général. Le document C/57/10 contient le rapport du vérificateur externe des comptes.

2. Les états financiers pour 2022 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption des normes IPSAS par l'UPOV, dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu").

3. *Le Conseil est invité à examiner et approuver les états financiers pour 2022.*

[L'annexe suit]

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

États financiers pour l'année s'achevant le 31 décembre 2022

Table des matières

INTRODUCTION	2
RESULTATS FINANCIERS DE L'ANNEE S'ACHEVANT LE 31 DECEMBRE 2022	2
Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS	2
Pandémie de COVID-19	3
Performance financière	3
Situation financière	4
DECLARATION SUR LE CONTROLE INTERNE POUR 2022	7
ÉTAT FINANCIER I : ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	12
ÉTAT FINANCIER II : ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE	13
ÉTAT FINANCIER III : ETAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS	14
ÉTAT FINANCIER IV : ETAT DES FLUX DE TRESORERIE	15
ÉTAT FINANCIER V : ETAT DE COMPARAISON ENTRE LES CREDITS ALLOUES ET LES DEPENSES REELLES	16
NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS	17
Note 1 : Objectifs, gouvernance et budget de l'UPOV	17
Note 2 : Principales méthodes comptables	18
Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	20
Note 4 : Comptes débiteurs	21
Note 5 : Prestations au personnel	21
Note 6 : Encaissements par anticipation	25
Note 7 : Autres passifs courants	26
Note 8 : Passifs éventuels	26
Note 9 : Transactions avec une partie liée	26
Note 10 : Actifs nets	27
Note 11 : Rapprochement entre l'état de comparaison budgétaire (état V) et l'état de la performance financière (état II)	27
Note 12 : Recettes	28
Note 13 : Dépenses	29
Note 14 : Instruments financiers	29
Note 15 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers	31

INTRODUCTION

1. Les états financiers de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) pour l'année s'achevant le 31 décembre 2022 sont présentés au Conseil de l'UPOV conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/6) :

“Article 6.5

“1) Le Secrétaire général soumet les états financiers annuels pour chaque année civile de l'exercice financier au vérificateur externe des comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'année civile correspondante.

“2) Dans les huit mois suivant la fin de chaque année civile, le Secrétaire général présente au Conseil les états financiers annuels et le rapport de vérification des comptes du vérificateur externe des comptes.

“3) Le Conseil examine les états financiers annuels. Il peut identifier des modifications quant à la part de l'UPOV dans les dépenses communes, s'il trouve que cette part n'a pas été correctement évaluée ou arrêtée par le Secrétaire général. Dans ce cas, après avoir consulté le Comité de coordination de l'OMPI, le Conseil fixe le montant de la contribution définitive.

“4) Le Conseil approuve les états financiers annuels, après leur vérification au sens de l'article 24 de la Convention de 1961, de l'article 25 de l'Acte de 1978 et de l'article 29.6) de l'Acte de 1991.”

2. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2022, ainsi que son opinion sur les états financiers, est également présenté au Conseil de l'UPOV conformément aux dispositions de l'article 6.5 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV.
3. Les états financiers pour 2022 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

RESULTATS FINANCIERS DE L'ANNEE S'ACHEVANT LE 31 DECEMBRE 2022

Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS

4. Les normes IPSAS requièrent l'application de la comptabilité d'exercice intégrale. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu'ils se produisent. Cela signifie qu'ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l'entrée ou de la sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.
5. Selon les normes IPSAS, les recettes correspondant aux contributions et aux ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont comptabilisées lorsque l'UPOV a le droit de recevoir la contribution. Une provision est intégralement comptabilisée pour couvrir les montants des arriérés de contributions de tout membre qui sont antérieurs à l'exercice biennal précédent. Les arrangements relatifs aux ressources extrabudgétaires sont examinés afin de déterminer si l'UPOV doit satisfaire à des conditions de rendement et, le cas échéant, les recettes sont comptabilisées uniquement lorsque ces conditions sont remplies.
6. La valeur des futures prestations (par exemple les congés annuels cumulés, les primes de rapatriement et l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)) que les fonctionnaires de l'UPOV ont gagnées mais qu'ils n'ont pas encore perçues est maintenant enregistrée afin de saisir le coût intégral d'emploi du personnel.
7. L'application des normes IPSAS n'a à l'heure actuelle aucune incidence sur l'élaboration du programme et budget, qui est toujours présenté sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d'une comptabilité d'exercice intégrale appliquée aux états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.
8. Les normes IPSAS imposent d'inclure des informations plus détaillées dans les notes relatives aux états financiers pour des besoins de transparence. À cette fin, l'UPOV fournit des informations relatives à la rémunération de ses principaux dirigeants.

Pandémie de COVID-19

9. Le 30 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré l'épidémie de COVID-19 "urgence de santé publique de portée internationale". L'épidémie a ensuite été déclarée "pandémie" le 11 mars 2020. Dans ses états financiers de 2019, l'UPOV a indiqué que l'épidémie constituait un événement postérieur à la date d'établissement de ses états financiers ne donnant pas lieu à un ajustement, conformément à la norme IPSAS 14. Dans ceux de 2020 et 2021, elle a donné un aperçu des effets de la pandémie sur ses activités et ses résultats financiers, dans le cadre de l'examen et de l'analyse des états financiers.
10. Début 2022, la pandémie avait toujours des effets sur les activités de l'UPOV. Le 17 décembre 2021, le Gouvernement suisse avait réinstauré l'obligation de travailler à domicile et l'UPOV, s'alignant sur l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), avait réinstauré l'obligation de télétravail. Toutefois, compte tenu du fait que la situation épidémiologique continuait de s'améliorer et que l'on avait atteint des taux élevés d'immunité, le Gouvernement suisse a décidé de lever à compter du 17 février 2022 la plupart des mesures visant à endiguer la propagation du virus, y compris la recommandation de travailler à domicile. L'UPOV a ainsi mis fin au télétravail dû à la pandémie à partir du 7 mars 2022. Le 7 mai 2022, elle a levé nombre de ses mesures obligatoires de lutte contre la COVID-19, dont la distanciation physique, le port du masque ou encore le traçage des contacts.

Performance financière

11. Les résultats de l'UPOV pour l'année ont affiché un excédent de 97 352 francs suisses pour un total des recettes de 4 343 916 francs suisses et un total des dépenses de 4 246 564 francs suisses, contre un déficit de 265 676 francs suisses en 2021. Ces différences de résultats tiennent essentiellement à une augmentation des ressources extrabudgétaires et à une réduction des dépenses de personnel et de services contractuels, partiellement compensée par l'augmentation des dépenses pour les voyages, les formations et les subventions. La performance financière de l'UPOV par source de financement est récapitulée comme suit.

Tableau 1. Récapitulatif de la performance financière par source de financement

	Programme et budget ordinaire 2022	Fonds fiduciaires 2022	Opérations intersegments 2022	TOTAL UPOV 2022	TOTAL UPOV 2021
<i>(en francs suisses)</i>					
TOTAL DES RECETTES	3 804 092	603 946	-64 122	4 343 916	4 145 503
TOTAL DES DÉPENSES	3 706 740	603 946	-64 122	4 246 564	4 411 179
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	97 352	-	-	97 352	-265 676

12. Les activités de l'UPOV sont financées principalement par trois sources : les contributions, les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et les recettes provenant des taxes UPOV PRISMA. Les contributions s'élevant à 3 569 798 francs suisses représentent 82,2% des recettes totales de l'UPOV pour 2022. La même année, l'UPOV a reçu des ressources extrabudgétaires du Gouvernement du Japon pour le projet de création et d'extension de systèmes de protection des obtentions végétales dans les pays d'Asie, ainsi que de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) aux fins de la coopération à l'organisation de séminaires et de programmes de formation concernant la protection des obtentions végétales. Les recettes comptabilisées provenant des contributions extrabudgétaires (fonds fiduciaires) se sont élevées à 603 946 francs suisses pour l'année, soit 13,9% du total des recettes. L'UPOV présente également des soldes à hauteur de 580 256 francs suisses provenant des contributions reçues d'avance. Ces soldes apparaissent actuellement en tant que passifs, mais seront comptabilisés comme produits l'année où les obligations correspondantes auront été satisfaites.

13. Au cours de 2017, l'UPOV a lancé l'outil de demande de droits d'obtenteur UPOV PRISMA. Cet outil de demande en ligne permet aux demandeurs de fournir leurs renseignements aux services de protection des obtentions végétales des membres de l'Union participants. L'outil de demande était mis à disposition à titre gracieux pendant une période de lancement jusqu'au 31 décembre 2019. À sa cinquante-troisième session ordinaire, le Conseil de l'UPOV a décidé d'introduire une taxe UPOV PRISMA par demande d'un montant de 90 francs suisses à compter de janvier 2020. On a constaté en 2022 une forte croissance sous-jacente du nombre de demandes UPOV PRISMA. Les recettes comptabilisées au titre des taxes UPOV PRISMA représentent 131 130 francs suisses pour 2022, soit 3% du total des recettes de l'UPOV pour l'année. Le nombre de demandes déposées par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA en 2022 s'est élevé à 1907, contre 2508 en 2021. Cela traduit une croissance sous-jacente, après déduction du pic exceptionnel d'environ 800 demandes enregistré en juin 2021, conséquence de l'expiration d'une période de transition prévue par l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Aux termes des règles fixées pour cette période de transition, pour une demande de protection communautaire d'une obtention végétale faite pour le 31 décembre 2020 au plus tard mais à laquelle l'Office communautaire des variétés végétales de l'Union européenne (CPVO) n'avait pas encore répondu, les demandes de protection d'une obtention végétale faites au Royaume-Uni dans les six mois suivant le 31 décembre 2020 se voyaient attribuer la même date de priorité que la demande de protection communautaire.
14. Les dépenses de personnel s'élevant à 2 431 860 francs suisses représentent 57,3% des dépenses totales, soit 4 246 564 francs suisses pour 2022. Elles ont diminué de 201 874 francs suisses par rapport au chiffre de 2021 de 2 633 734 francs suisses. Cette diminution s'explique par la vacance d'un poste dans la catégorie des administrateurs pour une partie de l'année et comprend des modifications des salaires et des engagements au titre des prestations à long terme dues au personnel, en particulier l'assurance maladie après cessation de service (AMCS), comptabilisées dans les dépenses de personnel.
15. Les dépenses de voyages, formations et subventions sont passées de 13 240 francs suisses en 2021 à 176 352 francs suisses en 2022. Ce chiffre reste toutefois inférieur à celui de 2019, 337 813 francs suisses, avant l'impact de la pandémie de COVID-19. Les restrictions sur les voyages et l'évolution de la technologie ont ouvert de nouvelles façons de communiquer et l'UPOV, dans sa volonté d'amélioration continue, a ainsi revu ses activités et organisé en présentiel uniquement les réunions pour lesquelles cette modalité constituait la meilleure utilisation possible du temps et des ressources disponibles. La session d'octobre du Conseil s'est tenue selon des modalités hybrides. Le cours de formation des formateurs sur la protection des obtentions végétales selon la Convention UPOV s'est tenu en août 2022, pour la première fois depuis cinq ans.
16. Les services contractuels s'élevant à 999 361 francs suisses représentent 23,5% des dépenses totales de l'UPOV pour 2022. Ces montants ont diminué par rapport au chiffre de 1 112 654 francs suisses en 2021. Cette diminution est intervenue principalement dans le domaine des prestataires de services commerciaux informatiques, pour lesquels les dépenses ont été de 220 353 francs suisses moins élevées qu'en 2021. Mais les dépenses pour les autres prestataires de services commerciaux ont augmenté de 87 010 francs suisses en 2022. Cela s'explique par la baisse des dépenses de développement et de maintenance engagées pour la base de données PLUTO et pour UPOV PRISMA et par l'engagement de dépenses pour le tournage et la postproduction de vidéos sur la diversité des tomates.

Situation financière

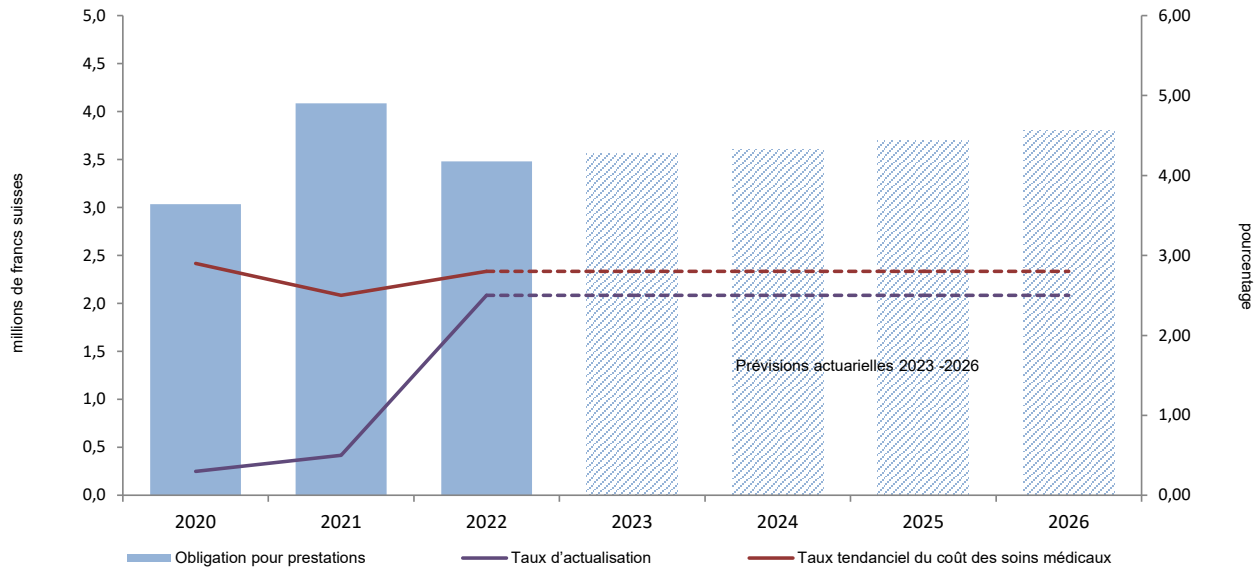
17. L'UPOV présente une position nette positive de 331 896 francs suisses au 31 décembre 2022, contre une position nette négative de 641 239 francs suisses à fin 2021. Ce mouvement comprend l'excédent de l'exercice de 97 352 francs suisses et l'incidence des gains actuariels liés aux engagements de l'UPOV au titre de l'AMCS, d'un montant total de 872 449 francs suisses, et qui ont été comptabilisés dans les actifs nets. La situation financière de l'UPOV par source de financement peut être récapitulée comme suit.

Tableau 2. Récapitulatif de la situation financière par source de financement

	Programme et budget ordinaire 2022	Fonds fiduciaires 2022	Opérations intersegments 2022	TOTAL UPOV 2022	TOTAL UPOV 2021
<i>(en francs suisses)</i>					
TOTAL ACTIF	5 183 294	483 061	-68 333	5 598 022	5 178 100
TOTAL PASSIF	4 851 398	483 061	-68 333	5 266 126	5 819 339
ACTIFS NETS	331 896	-	-	331 896	-641 239

18. Le fonds de roulement net (actifs courants moins passifs courants) de l'UPOV s'élève à 3 963 109 francs suisses au 31 décembre 2022 (3 632 810 francs suisses au 31 décembre 2021). Les soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie sont passés de 5 074 972 francs suisses au 31 décembre 2021 à 5 478 422 francs suisses au 31 décembre 2022.
19. Le montant total des comptes de débiteurs au 31 décembre 2022 s'élevait à 119 600 francs suisses, contre 103 128 francs suisses au 31 décembre 2021. Le solde du montant total à recevoir à la fin de 2022 comprend des contributions à hauteur de 102 443 francs suisses, le fonds de roulement de 1667 francs suisses, des soldes de taxes non perçues pour des demandes UPOV PRISMA et la base de données PLUTO de 14 220 francs suisses et des créances diverses d'un montant de 1270 francs suisses.
20. L'UPOV affiche un total des engagements au titre des prestations dues au personnel d'un montant de 3 804 512 francs suisses au 31 décembre 2022, contre 4 466 862 francs suisses au 31 décembre 2021. Les obligations au titre de l'AMCS, des primes de rapatriement et des jours de congé annuel accumulés à long terme ont fait l'objet d'évaluations actuarielles. Le principal passif, qui concerne le financement de l'AMCS, s'élève à 3 480 559 francs suisses au 31 décembre 2022. Ce montant est en diminution de 604 461 francs suisses par rapport au solde de 4 085 020 francs suisses au 31 décembre 2021. Ces engagements reposent sur un calcul effectué par un actuaire indépendant. Conformément aux exigences des normes IPSAS, les engagements au titre de l'AMCS comptabilisés dans les états financiers représentent la valeur actuelle de toutes les prestations futures prévues pour les retraités actuels et les personnes à leur charge, et de toutes les prestations post-emploi accumulées par les fonctionnaires en poste. En moyenne, les dépenses médicales augmentent avec l'âge, de sorte que les coûts les plus importants restent à payer dans l'avenir. Le personnel et les retraités de l'UPOV participent au régime d'assurance maladie collective de l'OMPI. Afin de gérer les coûts et les risques liés à son plan d'assurance médicale collective, l'OMPI a conclu un contrat d'assurance prévoyant le paiement d'une prime uniforme par personne pour les retraités actuels et les fonctionnaires en poste, réduisant ainsi les sommes versées au nom des retraités plus âgés par rapport aux frais médicaux encourus.
21. Le calcul des engagements au titre de l'AMCS repose sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles, notamment concernant le taux d'actualisation, les taux tendanciels du coût des soins médicaux, le classement par âge des demandes de remboursement de frais médicaux, les taux de départ à la retraite et les taux de mortalité. L'évolution de ces hypothèses d'année en année engendre des gains et pertes actuariels qui sont comptabilisés dans le passif de l'état de la situation financière. Une ventilation de l'évolution de la dette due aux gains et pertes actuariels figure dans la note 5 des présents états financiers. La diminution du passif en 2022 est due à une augmentation du taux d'actualisation, qui est passé de 0,50% à 2,50%. Le taux d'actualisation a été déterminé au moyen de courbes de rendement d'obligations de sociétés AA. La diminution découlant de l'évolution du taux d'actualisation a été partiellement compensée par les effets d'une augmentation des taux tendanciels du coût des soins médicaux, qui sont passés de 2,50% à 2,80%, et d'une augmentation de 9,20% de l'hypothèse du coût des demandes de remboursement de frais médicaux à chaque âge. Le graphique suivant montre comment l'engagement au titre de l'AMCS a évolué depuis 2020, et comprend les prévisions actuarielles pour 2023-2026 (en appliquant les mêmes hypothèses que pour le calcul de 2022). Il montre également comment les taux d'actualisation et les taux tendanciels des coûts médicaux ont évolué depuis 2020 :

Évolution des engagements au titre de l'AMCS pour la période 2020-2026



22. Les projections relatives aux engagements au titre de l'AMCS pour 2023-2026 ne tiennent pas compte des gains ou des pertes résultant d'éventuelles modifications futures des hypothèses actuarielles, qui pourraient avoir une incidence importante sur les calculs concernant les années suivantes. L'augmentation prévue des engagements pour 2023-2026 tient compte de la composition démographique des participants au régime d'assurance maladie collective. Les prestations supplémentaires prévues au titre de l'AMCS accumulées par les fonctionnaires en poste (qui augmentent les engagements au titre de l'AMCS) l'emportent sur les prévisions de dépenses médicales pour les retraités (qui réduisent les engagements au titre de l'AMCS).
23. À sa trente-troisième session extraordinaire le 17 mars 2016, le Conseil de l'UPOV a décidé de placer sur un compte distinct les fonds alloués au financement futur des obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS. Au 31 décembre 2022, le solde total de ces fonds s'élève à 1 108 403 francs suisses (1 030 496 francs suisses au 31 décembre 2021). Les fonds sont détenus sur l'un des principaux comptes bancaires de l'UPOV, mais gérés séparément des fonds d'exploitation au moyen d'une instruction de blocage actuellement en place avec la banque. L'UPOV gère les fonds au titre de l'AMCS conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements, selon laquelle ils relèvent de la trésorerie stratégique.

DECLARATION SUR LE CONTROLE INTERNE POUR 2022

Étendue de la responsabilité

En ma qualité de Secrétaire général de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), je dois répondre, conformément à la responsabilité qui m'est confiée, en particulier par l'article 5.8.d) du Règlement financier de l'UPOV, de l'établissement d'un système de contrôle financier interne assurant :

- i) la régularité des opérations d'encaissement, de dépôt et d'emploi de tous les fonds et autres ressources financières de l'UPOV;
- ii) la conformité des engagements et dépenses soit avec les ouvertures de crédits ou autres dispositions financières approuvées par le Conseil, soit avec l'objet de fonds fiduciaires déterminés et avec les règles y relatives; et
- iii) l'utilisation efficace et économique des ressources de l'UPOV.

En signant la présente déclaration, je m'appuie en particulier sur les garanties qui m'ont été présentées sous la forme d'une lettre de déclaration de responsabilité par le Secrétaire général adjoint, ainsi que sur les fonctions de l'OMPI en matière de garanties, les systèmes informatiques et informations, qui m'ont été présentés dans le récapitulatif fourni par l'UPOV et sous la forme de l'Accord entre l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et l'UPOV ("Accord OMPI/UPOV")¹, aux termes duquel l'OMPI fournit des services administratifs à l'UPOV.

Objet du système de contrôle interne

Notre système de contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Conseil, le Comité consultatif, le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et d'autres hauts fonctionnaires, afin de fournir des garanties raisonnables quant à la capacité de l'UPOV de réaliser ses buts et objectifs et de mettre en œuvre des politiques connexes. Le but de ce système de contrôle interne est de gérer le risque dans des limites tolérables plutôt que de l'éliminer entièrement. En tant que tel, il vise à fournir des garanties raisonnables concernant :

- la fiabilité de l'information financière – les transactions sont autorisées et correctement enregistrées et les erreurs ou irrégularités importantes sont soit prévenues, soit détectées en temps utile;
- l'efficacité et la rationalité des processus opérationnels, la préservation des actifs et l'application des principes d'économie; et
- le respect du cadre réglementaire de l'UPOV.

Ainsi, sur un plan opérationnel, le système de contrôle interne de l'UPOV n'est pas simplement une politique ou une procédure appliquée de manière ponctuelle, mais plutôt un processus continu mis en œuvre à tous les niveaux de l'UPOV au moyen de mécanismes de contrôle interne visant à atteindre les objectifs susmentionnés.

La présente déclaration est présentée conformément aux sept éléments du dispositif d'application du principe de responsabilité à l'UPOV (document CC/98/13), lui-même aligné sur le référentiel du COSO² et le modèle des trois lignes³.

Ma présente déclaration sur les processus de contrôle interne de l'UPOV s'applique à l'exercice qui s'achève le 31 décembre 2022 jusqu'à la date d'approbation des états financiers de l'UPOV pour 2022.

1. Planification axée sur les résultats

L'UPOV a mis en place des procédures de gestion axée sur les résultats, guidées par le Plan de développement stratégique et inscrites dans un programme et budget biennal approuvé par ses membres. L'examen et l'approbation du programme et budget de l'UPOV se font parallèlement à la présentation d'une vue d'ensemble de données financières, y compris les estimations budgétaires, les ressources disponibles et les mouvements des réserves, afin de mieux évaluer la viabilité financière de l'UPOV à moyen terme.

¹ Voir la partie 7 pour des informations plus détaillées.

² Comité des organismes de patronage de la Commission Treadway.

³ <https://www.theiia.org/globalassets/site/about-us/advocacy/three-lines-model-updated.pdf>

2. Gestion des performances et des risques

Des rapports complets et détaillés sont communiqués aux membres conformément au Règlement financier et au règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV, afin de garantir la clarté et la transparence des données financières et programmatiques de l'UPOV.

En 2022, l'UPOV a continué de suivre les principaux risques, qui sont consignés dans le système de gestion des risques au niveau de l'Organisation et continueront d'être gérés et réévalués au fil du temps. Les risques critiques et le traitement approprié de ces risques ont été examinés de manière régulière. Il s'agit notamment des risques énoncés ci-après, auxquels nous avons été confrontés en 2022 et au-delà :

Risque clé	Description du risque	Contrôle et atténuation
Risque relatif à l'orientation stratégique	<p>Le Plan de développement stratégique présente les priorités et les prévisions de recettes pour l'UPOV pour la période (2023 – 2027) et sert à orienter les travaux durant cette période.</p> <p>Toutefois, si les hypothèses de départ changent, ou si le plan ne répond pas de façon optimale aux défis recensés, il existe un risque du point de vue des résultats escomptés et de l'équilibre du budget.</p>	<p>Suivre les progrès et rester ouvert à l'amélioration du plan afin de fournir des informations sur la mise en œuvre du plan de développement stratégique et de présenter des propositions sur les ressources pour examen par le Comité consultatif.</p> <p>Le Comité consultatif a demandé que le plan de développement stratégique soit actualisé tous les deux ans et serve de base pour la préparation des programmes et budgets à venir.</p>
Risque lié aux recettes	<p>Les recettes provenant d'UPOV PRISMA et de PLUTO représentent environ 7,5% du total et sont donc un élément important. Toutefois, dans le climat économique actuel, il pourrait être compliqué de continuer de les faire croître.</p>	<p>Suivi étroit de l'utilisation et ajustement des plans en fonction des recettes prévues.</p>
Risque lié au financement extrabudgétaire	<p>Les ressources extrabudgétaires provenant des membres constituent un élément essentiel du financement des opérations de l'UPOV (surtout des voyages), en particulier des activités de formation et d'assistance. Toute réduction de ces fonds extrabudgétaires pourrait avoir un fort impact négatif sur les capacités de l'UPOV de mener à bien ses sous-programmes.</p>	<p>Continuer à démontrer aux donateurs les avantages qu'apportent leurs fonds extrabudgétaires. Étudier comment utiliser les fonds au mieux pour des dépenses autres que de voyage.</p>

3. Mécanismes de suivi, de supervision et de recours; activités de contrôle

En tant que Secrétaire général de l'UPOV, je suis responsable en dernier ressort de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne. Cette affirmation, articulée autour des "Trois lignes" ci-après, se fonde sur les éléments suivants :

Première ligne	Deuxième ligne	Troisième ligne
<p>Le Secrétaire général adjoint de l'UPOV, qui répond des résultats escomptés, de la mise en œuvre des activités relevant du mandat de l'UPOV et de la gestion des ressources qui sont confiées. La lettre de déclaration de responsabilité du Secrétaire général adjoint confirme sa responsabilité s'agissant d'établir des systèmes et mécanismes de contrôle interne et de veiller à leur bon fonctionnement, en vue de présenter ou de détecter les cas de fraude et les erreurs graves. Au vu de ces éléments, j'en conclus que cette "première ligne" est saine.</p>	<p>Porte sur le rôle de la direction dans la gestion des risques de l'entreprise, notamment la conformité à notre cadre réglementaire, le comportement éthique, le contrôle interne, la sécurité des informations et des technologies, la durabilité et l'assurance qualité. L'assurance donnée repose sur un processus systématique d'auto-évaluation et de validation interne des contrôles exercés au niveau des entités ainsi qu'au niveau des principaux processus à l'OMPI. Je suis convaincu que l'approche concernant la "deuxième ligne" est solide.</p>	<p>S'articule autour de la Division de la supervision interne (DSI) de l'OMPI, dont les services d'assurance et de conseil me sont fournis par l'intermédiaire du rapport annuel de l'OMPI établi par le directeur de la DSI, des rapports d'audit et d'évaluation internes et des rapports à l'intention de la direction résultant des enquêtes, ainsi que par les rapports de la DSI, le cas échéant, concernant l'UPOV. Le fait que la DSI procède à des audits à la fois de l'UPOV et de l'OMPI est source de synergie. L'évaluation de l'OMPI par la DSI me donne l'assurance qu'il n'y a pas eu de risques importants ou de défaillance de la gouvernance et des contrôles internes, tout en identifiant certains domaines à améliorer en permanence.</p>

Mon affirmation repose aussi sur les éléments suivants :

GOVERNANCE	
<p>Vérificateur externe des comptes</p> <p>Le vérificateur externe des comptes, dont le rapport, contenant ses opinions, observations et commentaires, est soumis au Comité consultatif et au Conseil de l'UPOV; je prends en considération les recommandations du vérificateur externe et j'ai pleinement confiance dans son travail.</p>	<p>Comité consultatif et Conseil de l'UPOV</p> <p>Les observations du Comité consultatif et du Conseil de l'UPOV</p>

Je m'assure en outre que des mécanismes de retour d'information sont en place pour les membres, que des services de résolution des plaintes des clients sont assurés par le Bureau de l'Union et que, pour le personnel de l'UPOV, un certain nombre de mécanismes formels et informels de résolution des conflits sont pertinents, grâce aux dispositions de l'OMPI.

4. Activités de contrôle

Un cadre complet de contrôles de gestion de l'OMPI est enregistré afin de garantir le fonctionnement efficace et rationnel des processus opérationnels de bout en bout, conformément au cadre réglementaire de l'Organisation. Ces contrôles sont évalués chaque année et il en est rendu compte dans le récapitulatif de l'UPOV.

En 2022, l'UPOV a fonctionné dans un environnement de travail hybride dans le cadre de l'avenir du travail et pour gérer les restrictions dues à la pandémie. Les activités de contrôle ont continué à être entreprises dans l'environnement hybride comme précédemment, garantissant le maintien d'un environnement de contrôle robuste.

5. Information et communication

L'UPOV tient un registre des principaux risques, et l'OMPI consigne les contrôles dans le système de gestion des risques de l'OMPI.

Le cadre de gouvernance de l'information et des données de l'OMPI est en place et une politique en matière de gestion des données de référence assure un contrôle directif pour la gestion des données essentielles et constitue un point de référence faisant autorité pour l'intégration dans l'architecture d'entreprise. Une politique de classification et de traitement de l'information permet un contrôle préventif permettant de mieux comprendre et appliquer les niveaux de confidentialité de l'information. Le portefeuille de solutions de planification des ressources de l'Organisation fournit un haut niveau de contrôle, y compris des contrôles de système au niveau transactionnel et des analyses de données.

6. Normes d'éthique et intégrité

Établi en 2010, le Bureau de la déontologie de l'OMPI est un bureau indépendant qui mène des activités de deuxième ligne visant à créer et entretenir une culture de déontologie, d'intégrité et de responsabilité et à renforcer ainsi le crédit et la crédibilité de l'OMPI. Le chef du Bureau de la déontologie, qui rend compte directement au Directeur général, est chargé de veiller à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme efficace en matière de déontologie, en vue de renforcer l'intégrité, le respect des règles de déontologie et l'éthique dans la conduite des activités de l'Organisation. Le comportement et les activités du personnel de l'UPOV doivent toujours respecter les normes éthiques les plus strictes, définies dans le Code de déontologie de l'OMPI.

Le mandat et les attributions du Bureau de la déontologie comprennent la fourniture de conseils confidentiels et d'orientations sur des problèmes d'éthique et des normes de conduite, la promotion et l'élaboration de politiques en matière de déontologie et la sensibilisation aux questions d'éthique. Le rôle entièrement indépendant de protection des lanceurs d'alerte du Bureau de la déontologie contribue, en outre, à la création d'un climat de confiance et renforce la capacité de l'UPOV à répondre aux actes répréhensibles.

De plus, le Bureau de la déontologie administre la Politique de l'OMPI en matière de déclaration de situation financière et déclarations d'intérêts, qui vise à :

- i) promouvoir la transparence et la responsabilité;
- ii) renforcer la confiance interne et celle du grand public dans l'intégrité de l'Organisation; et
- iii) aider l'Organisation à gérer le risque de conflits d'intérêts réels, potentiels ou apparents grâce à la divulgation, à l'atténuation et à la prévention.

L'OMPI a mis en place des contrôles visant à lutter contre la fraude, en conformité avec les bonnes pratiques et les normes internationales applicables, sur la base d'évaluations de risques. Le cadre complet de gouvernance de l'Organisation en matière de lutte contre la fraude contient des procédures visant à prévenir, à détecter et à gérer les cas de fraude et à collecter des données en la matière.

7. Environnement de contrôle

Un ensemble de contrôles exercés au niveau des entités représente les contrôles primordiaux et contribue à définir la culture de l'Organisation et son engagement envers les valeurs éthiques, la compétence et la responsabilité.

En ce qui concerne l'administration financière de l'UPOV, l'Accord OMPI/UPOV, signé le 26 novembre 1982, dispose ce qui suit :

“Article premier :
“Besoins de l'UPOV

- “1) L'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne
“[...]”
“iv) l'administration financière de l'UPOV (encaissements et débours, comptabilité, contrôle financier interne, etc.);
“[...]”

“2) Les besoins de l’UPOV sont satisfaits sur une base de stricte égalité avec les besoins des diverses Unions administrées par l’OMPI.”

“Article 8 :
“Règlement administratif et financier de l’UPOV

“1) Sous réserve des autres articles du présent accord et des alinéas 2) et 3) du présent article, le Statut du personnel et le Règlement du personnel de l’OMPI ainsi que le Règlement financier et le règlement d’exécution du Règlement financier de l’OMPI, avec les modifications qui pourront y être apportées, s’appliquent mutatis mutandis aussi aux fonctionnaires du Bureau de l’UPOV et aux finances de l’UPOV, étant entendu que le Conseil de l’UPOV peut arrêter, en accord avec le Directeur général de l’OMPI, des dérogations ou additions à ces textes, auquel cas les dérogations et additions ainsi convenues prévalent. Les textes en question sont considérés comme constituant le règlement administratif et financier de l’UPOV mentionné dans l’article 20 de la Convention UPOV.

“[...]

“3) Pour toutes les questions financières concernant l’UPOV, le contrôleur de l’OMPI est responsable devant le Conseil de l’UPOV.”

Conclusion

Compte tenu de ce qui précède, je conclus que, en l’état actuel de mes connaissances et convictions et des informations dont je dispose, il n’existe pas de carence de nature à nuire à la fiabilité des états financiers de l’Organisation ni de problème majeur qu’il conviendrait d’évoquer dans le présent document pour la période considérée.

Daren Tang
Secrétaire général

Date : Le 28 juin 2023

ÉTAT FINANCIER I : ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
au 31 décembre 2022
(en francs suisses)

		31 décembre 2022	31 décembre 2021
ACTIFS	Note		
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	5 478 422	5 074 972
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	104 110	89 957
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	15 490	13 171
		<u>5 598 022</u>	<u>5 178 100</u>
Actifs non courants		<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL ACTIF		<u>5 598 022</u>	<u>5 178 100</u>
PASSIF			
Passifs courants			
Prestations au personnel	5	173 299	192 812
Encaissements par anticipation	6	879 518	734 493
Autres passifs courants	7	582 096	617 984
		<u>1 634 913</u>	<u>1 545 289</u>
Passifs non courants			
Prestations au personnel	5	3 631 213	4 274 050
		<u>3 631 213</u>	<u>4 274 050</u>
TOTAL PASSIF		<u>5 266 126</u>	<u>5 819 339</u>
Fonds de réserve	10	890 327	792 975
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	10	-1 136 776	-2 009 225
Fonds de roulement	10	578 345	575 011
ACTIFS NETS		<u>331 896</u>	<u>-641 239</u>

ÉTAT FINANCIER II : ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2022
(en francs suisses)

	Note	2022	2021
RECETTES	12		
Contributions		3 569 798	3 548 342
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)		604 011	383 578
Taxes PRISMA et PLUTO		143 130	191 730
Recettes de placements		-2 762	-
Recettes autres/diverses		29 739	21 853
TOTAL DES RECETTES		4 343 916	4 145 503
DÉPENSES	13		
Dépenses de personnel		2 431 860	2 633 734
Voyages, formations et subventions		176 352	13 240
Services contractuels		999 361	1 112 654
Dépenses de fonctionnement		638 724	651 551
Fournitures		267	-
TOTAL DES DÉPENSES		4 246 564	4 411 179
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE		97 352	-265 676

ÉTAT FINANCIER III : ETAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2022
(en francs suisses)

	Note	Fonds de réserve	Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	Fonds de roulement	Actif net total
Actif net au 1^{er} janvier 2021	10	1 058 651	-1 266 015	575 011	367 647
Gains/(pertes) actuariels		-	-743 210	-	-743 210
Contributions au fonds de roulement		-	-	-	-
Virement à l'excédent cumulé		-	-	-	-
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2021		-	-743 210	-	-743 210
Excédent/(déficit) pour l'année 2021 en cours		-265 676	-	-	-265 676
Actif net au 31 décembre 2021	10	792 975	-2 009 225	575 011	-641 239
Gains/(pertes) actuariels		-	872 449	-	872 449
Contributions au fonds de roulement		-	-	3 334	3 334
Virement à l'excédent cumulé		-	-	-	-
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2022		-	872 449	3 334	875 783
Excédent/(déficit) pour l'année 2022 en cours		97 352	-	-	97 352
Actif net au 31 décembre 2022	10	890 327	-1 136 776	578 345	331 896

ÉTAT FINANCIER IV : ETAT DES FLUX DE TRESORERIE
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2022
(en francs suisses)

	Note	2022	2021
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Excédent/(déficit) pour l'année	État II	97 352	-265 676
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	5	-662 350	1 098 447
(Augmentation) diminution des créances	4	-16 472	84 171
Augmentation (diminution) des avances	6	145 025	-129 206
Augmentation (diminution) d'autres passifs	7	-35 888	-68 908
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles		-472 333	718 828
Flux de trésorerie des activités de financement			
Contributions au fonds de roulement	10	3 334	-
Flux de trésorerie nets des activités de financement		3 334	-
Impact de la comptabilisation des gains/(pertes) actuariels sur les actifs nets	5	872 449	-743 210
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents		403 450	-24 382
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année	3	5 074 972	5 099 354
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année	3	5 478 422	5 074 972

**ÉTAT FINANCIER V : ETAT DE COMPARAISON ENTRE LES CREDITS ALLOUES ET
LES DEPENSES REELLES
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2022
(en milliers de francs suisses)**

	Budget initial 2022 1)	Budget final 2022 1)	Montants effectifs sur une base comparable 2022	Différence 2022 2)
Recettes				
Contributions	3 564	3 564	3 570	6
Taxes relatives à l'utilisation des outils et services informatiques de l'UPOV	166	166	143	-23
Autres	87	87	91	4
Recettes totales	3 817	3 817	3 804	-13
Dépenses				
Dépenses de personnel	2 659	2 659	2 300	-359
Stages et bourses	35	35	-	-35
Voyages, formations et subventions	180	180	38	-142
Services contractuels	295	295	598	303
Dépenses de fonctionnement	642	642	638	-4
Fournitures	3	3	-	-3
Mobilier et matériel	3	3	-	-3
Dépenses totales	3 817	3 817	3 574	-243
Résultat	-	-	230	230
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			215	
Dépenses financées à partir du Fonds spécial pour des projets			-	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire ³⁾			-133	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires ³⁾			-215	
Déficit net après ajustements IPSAS (état II)			97	

- 1) Le budget initial représente la première année du budget du programme et budget approuvé pour l'exercice biennal 2022-2023.
- 2) Représente l'écart entre le budget final et les recettes et dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS) pour l'année s'achevant au 31 décembre 2022.
- 3) Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 11 des présents états financiers.

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : OBJECTIFS, GOUVERNANCE ET BUDGET DE L'UPOV

L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève. L'UPOV a pour mission de mettre en place et de promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous.

L'UPOV a été instituée par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée "Convention UPOV"), qui a été signée à Paris en 1961. La Convention est entrée en vigueur en 1968. Elle a été révisée à Genève en 1972, 1978 et 1991. L'Acte de 1991 est entré en vigueur le 24 avril 1998. Conformément à la Convention UPOV, l'Union a pour principaux objectifs :

- de mettre en place et de perfectionner la base juridique, administrative et technique d'une coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales;
- d'aider les États et les organisations à établir des lois et mettre en œuvre un système efficace de protection des variétés végétales; et
- de renforcer la sensibilité et la compréhension du public à l'égard du système UPOV de protection des variétés végétales.

Conformément à l'article 25 de l'Acte de 1991 et à l'article 15 de l'Acte de 1978, le Conseil et le Bureau de l'Union sont les organes permanents de l'UPOV.

Le Conseil est l'organe directeur de l'UPOV et est composé des représentants des membres de l'Union. Le Conseil a pour mission de sauvegarder les intérêts et de favoriser le développement de l'UPOV, d'adopter son programme de travail et son budget et de prendre toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'UPOV. Il se réunit en session ordinaire une fois par an. Il peut, si nécessaire, être convoqué en session extraordinaire. Le Conseil a créé plusieurs organes qui se réunissent une fois par an.

Le Bureau de l'Union assure le secrétariat de l'UPOV et est dirigé par le Secrétaire général. Les fonctionnaires du Bureau de l'UPOV, en dehors du Secrétaire général adjoint, sont placés sous la direction du Secrétaire général adjoint de l'UPOV. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), une institution spécialisée des Nations Unies. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme Secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Le Secrétaire général adjoint est chargé de la réalisation des résultats escomptés tels qu'ils sont indiqués dans le programme et budget approuvé. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte.

L'UPOV est essentiellement financée par les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) des membres de l'Union. L'UPOV exerce ses activités dans le cadre d'un programme et budget biennal. Le programme et budget proposé contient les estimations des recettes et des dépenses de l'exercice financier auquel il se rapporte. Il est soumis par le Secrétaire général au Comité consultatif pour discussion, observations et recommandations, ainsi que pour d'éventuelles modifications. Le Conseil adopte le programme et budget après examen du programme et budget proposé et des recommandations du Comité consultatif.

NOTE 2 : PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Convention utilisée pour la préparation

Ces états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Les états financiers sont présentés en francs suisses, qui sont la devise fonctionnelle de référence de l'UPOV. Les politiques comptables ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique sauf indication contraire. L'état des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Les états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive et selon le principe de la continuité d'activité.

La norme IPSAS 42, Prestations sociales, a été publiée en janvier 2019, avec une date de mise en œuvre initiale au 1^{er} janvier 2022, qui a été reportée au 1^{er} janvier 2023 en raison de la pandémie de COVID-19. Elle n'a pas d'incidence sur les états financiers de l'Union.

La norme IPSAS 43, Contrats de location, a été publiée en janvier 2022, avec une date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025. L'UPOV analyse actuellement ses incidences.

La norme IPSAS 44, Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, a été publiée en mai 2022, avec une date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers de l'Union.

Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'UPOV est le franc suisse et les états financiers sont présentés dans cette monnaie. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses selon le taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies en vigueur à la date des opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'UPOV, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Information sectorielle

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations financières séparées. À l'UPOV, l'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour deux secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; et 2) les fonds fiduciaires. Les résultats de l'UPOV par secteur sont présentés dans les notes 12 et 13. Étant donné que les actifs et les passifs de l'UPOV ne sont pas gérés par segment, ces informations ne sont pas présentées dans les notes relatives aux états financiers.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Créances

Les contributions sont comptabilisées dans les produits au début de l'année financière. Une indemnité pour pertes, égale aux arriérés de contributions pour les années antérieures au dernier exercice biennal, est intégralement comptabilisée pour tout membre redevable d'une contribution.

Équipement

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 10 000 francs suisses. Au 31 décembre 2022, aucun élément n'était comptabilisé au titre de l'équipement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon leur coût, minoré de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées. Les licences de logiciels informatiques acquises sont comptabilisées sur la

base des coûts engagés pour acquérir lesdits logiciels et les utiliser. Les coûts directement liés au développement de logiciels destinés à être utilisés par l'UPOV sont comptabilisés en tant qu'actifs incorporels si les critères de comptabilisation au titre de la norme IPSAS 31 sont remplis. Les coûts directs incluent les coûts du personnel chargé du développement des logiciels. Au 31 décembre 2022, aucun coût n'a été comptabilisé comme immobilisation incorporelle.

Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), les primes de rapatriement et les voyages, ainsi que les jours de congé annuel accumulés à long terme, définies par un actuair indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. En ce qui concerne l'obligation au titre de l'AMCS, les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans les actifs nets. En outre, des provisions sont constituées pour les jours de congé annuel accumulés à court terme, les congés dans les foyers différés, les heures supplémentaires réalisées, mais non payées, les prestations versées pour la cessation de service et pour les frais d'études payables à la date d'établissement des états financiers qui n'ont pas été comptabilisés dans les dépenses courantes.

En application de l'Accord OMPI/UPOV du 26 novembre 1982, l'UPOV est une organisation affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ("la Caisse"), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Ainsi qu'il est indiqué à l'article 3.b) du règlement de la Caisse des pensions, peuvent s'affilier à la Caisse des pensions les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations qui y participent, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la Caisse entre les différentes organisations participantes. L'UPOV et la Caisse, tout comme d'autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UPOV en ce qui concerne les obligations relatives à des prestations définies, les actifs et les coûts relatifs à des prestations définies, de manière suffisamment fiable à des fins comptables. L'UPOV a donc comptabilisé ce régime comme s'il s'agissait d'un régime à contributions déterminées sur la base de la norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel. Les contributions de l'UPOV à la Caisse durant la période financière sont comptabilisées comme dépenses dans l'état de la performance financière.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite née d'un événement passé, qu'il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Comptabilisation des produits

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) fondés sur des accords ayant force exécutoire sont comptabilisés comme produits au moment où l'accord devient contraignant, à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques ou au remboursement de soldes non dépensés. Ces accords exigent la reconnaissance initiale d'une obligation de différer la comptabilisation des produits, les produits étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation prévue par l'accord est remplie.

Les contributions sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte la contribution. Les taxes UPOV PRISMA sont comptabilisées en tant que recettes au moment du dépôt d'une demande de protection des obtentions végétales.

Les contributions de services en nature ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

Instruments financiers

Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, soit généralement au prix de transaction. Après la comptabilisation initiale, l'UPOV mesure ses actifs financiers au coût amorti.

La classification dépend du modèle de gestion de l'UPOV pour les actifs financiers et des caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de ces actifs.

L'UPOV évalue de manière prospective les pertes sur créances escomptées associées à ses actifs financiers classés comme mesurés au coût amorti.

Passifs financiers

L'UPOV comptabilise initialement ses passifs financiers à leur juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés au coût amorti.

Utilisation d'estimations

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Les estimations prennent en considération, mais pas uniquement, l'AMCS et la prime de rapatriement et voyages (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant), les autres engagements liés aux prestations dues au personnel, le risque financier portant sur des comptes de débiteurs et les charges à payer. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

NOTE 3 : TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
<i>(en francs suisses)</i>		
Dépôts bancaires	3 376 946	3 280 084
Total de la trésorerie disponible	3 376 946	3 280 084
Dépôts bancaires - fonds de roulement	578 345	575 011
Dépôts bancaires - fonds fiduciaires	414 728	189 381
Total de la trésorerie soumise à restriction	993 073	764 392
Dépôts bancaires - fonds détenus pour l'obligation au titre de l'AMCS	1 108 403	1 030 496
Total de la trésorerie stratégique	1 108 403	1 030 496
TOTAL DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	5 478 422	5 074 972

Les avoirs sont généralement placés sur des comptes bancaires à accès immédiat.

Les soldes de fonds de roulement sont considérés comme étant soumis à restrictions, bien que les intérêts perçus sur les soldes de fonds de roulement soient ajoutés aux fonds propres de l'UPOV. Les fonds fiduciaires détenus pour le compte de donateurs de ressources extrabudgétaires sont déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs.

À sa trente-troisième session extraordinaire le 17 mars 2016, le Conseil de l'UPOV a décidé de placer sur un compte distinct les fonds alloués au financement futur des obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS. Au 31 décembre 2022, le solde total de ces fonds s'élève à 1 108 403 francs suisses (1 030 496 francs suisses au 31 décembre 2021). Conformément à la décision prise par le Conseil à sa cinquante-troisième session ordinaire tenue le 1^{er} novembre 2019, les fonds sont placés sur l'un des principaux comptes bancaires de

l'UPOV, mais gérés séparément des fonds d'exploitation au moyen d'une instruction de blocage actuellement en place avec la banque. L'UPOV gère les fonds au titre de l'AMCS conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements, selon laquelle ils relèvent de la trésorerie stratégique.

NOTE 4 : COMPTES DEBITEURS

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
<i>(en francs suisses)</i>		
Créances à recevoir d'opérations sans contrepartie directe		
Contributions	102 443	89 957
Fonds de roulement	1 667	-
	<u>104 110</u>	<u>89 957</u>
Créances à recevoir d'opérations avec contrepartie directe		
Autres créanciers	15 490	13 171
	<u>15 490</u>	<u>13 171</u>
TOTAL DES COMPTES DÉBITEURS	<u>119 600</u>	<u>103 128</u>

Les contributions sont les recettes non perçues dans le cadre du système de contributions de l'UPOV. Le montant de la contribution annuelle de chaque membre de l'Union est calculé selon le nombre d'unités de contributions qui lui est appliqué (article 26 de l'Acte de 1978 et article 29 de l'Acte de 1991 de la Convention). Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures au dernier exercice biennal.

NOTE 5 : PRESTATIONS AU PERSONNEL

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
<i>(en francs suisses)</i>		
Congés annuels - postes	3 699	30 242
Congés annuels - agents temporaires	7 265	8 544
Prime de rapatriement et voyages	46 101	40 858
Congé dans les foyers	8 708	19 325
Heures supplémentaires	8 365	7 060
Assurance maladie après la cessation de service	99 161	86 783
Total des obligations courantes pour prestations au personnel	<u>173 299</u>	<u>192 812</u>
Congés annuels	136 912	129 404
Prime de rapatriement et voyages	112 903	146 409
Assurance maladie après la cessation de service	3 381 398	3 998 237
Total des obligations non courantes pour prestations au personnel	<u>3 631 213</u>	<u>4 274 050</u>
TOTAL DES OBLIGATIONS POUR PRESTATIONS AU PERSONNEL	<u>3 804 512</u>	<u>4 466 862</u>

Les prestations à long terme dues au personnel comprennent l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), la prime de rapatriement et voyage et les congés annuels (postes) :

AMCS : les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l'AMCS s'ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, l'UPOV prend en charge 65% de la prime mensuelle d'assurance

maladie. Depuis le 1^{er} janvier 2023, la prime mensuelle d'assurance maladie s'élève à 656,10 francs suisses pour les adultes et à 291,25 francs suisses pour les enfants.

Prime de rapatriement et voyage : l'UPOV a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement, voyage et déménagement à certains fonctionnaires recrutés au niveau international, au moment de leur cessation de service.

Congé annuel (postes) : les congés annuels font partie de la catégorie des prestations à long terme dues aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée. Les fonctionnaires en poste peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et un total cumulé de 60 jours. Au moment de la cessation de service, le fonctionnaire en poste qui a accumulé des jours de congé annuel peut recevoir un paiement pour les jours de congé annuel accumulés au lieu d'un montant équivalent à son traitement, jusqu'à un maximum de 60 jours.

Les engagements au titre des prestations au personnel relatifs à l'AMCS, à la prime de rapatriement et voyage et aux congés annuels (postes) sont calculés par un actuaire indépendant. Les hypothèses actuarielles ont une incidence significative sur les montants calculés pour les engagements au titre des prestations au personnel. Une description des facteurs qui influent sur l'ampleur de l'engagement au titre de l'assurance maladie après la cessation de service figure dans l'examen et l'analyse des états financiers qui précèdent les présents états financiers. Les principales hypothèses actuarielles appliquées au calcul des engagements à long terme au titre des prestations dues au personnel sont détaillées ci-dessous. Les taux d'actualisation ont été déterminés au moyen de courbes de rendement d'obligations de sociétés AA :

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Assurance maladie après la cessation de service		
Actualisation	2,50%	0,50%
Monnaie d'actualisation	CHF, EUR, USD (ajusté)	CHF, EUR, USD (ajusté)
Taux tendanciel des dépenses de santé	2,80%	2,50%
Coût annuel des demandes de remboursement de soins (par âge)	Coûts des remboursements CHF	Coûts des remboursements CHF
50	5 556	5 088
55	6 195	5 673
60	7 250	6 639
65	9 610	8 800
70	11 343	10 387
75	12 397	11 353
80	16 728	15 319
85+	17 233	15 781
Prime de rapatriement et voyages		
Actualisation	5,10%	2,60%
Monnaie d'actualisation	USD	USD
Taux d'augmentation des salaires	2,77%	2,63%
Congés annuels (postes)		
Actualisation	2,10%	0,20%
Monnaie d'actualisation	CHF	CHF
Taux d'augmentation des salaires	Taux de la CCPNU	Taux de la CCPNU

La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d'assurance maladie après la cessation de service est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées. En vertu des normes IPSAS, les obligations au titre de l'AMCS de l'UPOV sont considérées comme non financées, car aucun actif du régime n'est détenu par un fonds ou une entité juridiquement distincts, et par conséquent, aucun actif du régime n'est déduit du passif tel que comptabilisé dans l'état de la situation financière. Il convient toutefois de noter que l'UPOV détient des fonds alloués au financement futur de ses engagements au titre de l'AMCS (voir la note 3). Le tableau ci-dessous détaille les dépenses au titre de l'AMCS comptabilisées dans l'état de la performance financière :

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
	<i>(en francs suisses)</i>	
Coût des intérêts	20 208	9 010
Coût des services rendus au cours de la période	286 829	336 295
Dépenses comptabilisées dans l'état de la performance financière	307 037	345 305

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de l'obligation au titre des prestations définies dans le cadre de l'AMCS, y compris l'impact des gains/(pertes) actuariels :

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montant des obligations au début de l'année	4 085 020	3 033 695
Coût des intérêts	20 208	9 010
Coût des services rendus au cours de la période	286 829	336 295
Contribution versée	-39 048	-37 190
(Gains)/pertes actuariels sur les obligations :		
(Gains)/pertes liées à l'expérience	-3 468	10 890
<i>Taux tendanciel des dépenses de santé</i>	272 900	-346 842
<i>Taux d'actualisation</i>	-1 549 686	-165 098
<i>Autres</i>	12 284	-
(Gains)/pertes du fait de l'évolution des hypothèses financières	-1 264 502	-511 940
<i>Coût des demandes de remboursement de frais médicaux</i>	390 475	1 302 972
<i>Autres hypothèses démographiques</i>	5 045	-58 712
(Gains)/pertes du fait de l'évolution des hypothèses démographiques	395 520	1 244 260
Obligations au titre des prestations définies comptabilisées à la fin de l'année	3 480 559	4 085 020

Ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus, la principale évolution des engagements au titre de l'AMCS en 2022 résulte des gains actuariels dus à l'augmentation du taux d'actualisation, qui est passé de 0,50% à 2,50%. Des pertes actuarielles ont été enregistrées du fait de l'augmentation du taux tendanciel des dépenses de santé ainsi que de l'hypothèse relative au coût des demandes de remboursement des frais médicaux. Pour le calcul des engagements de 2021, l'actuaire indépendant a effectué une analyse détaillée des données relatives au coût des demandes de remboursement pour déterminer le coût des demandes de remboursement à chaque âge. Après l'analyse de ces données de 2021 et 2022, une augmentation de 9,20% a été appliquée à cette hypothèse pour chaque âge.

Les contributions, à savoir la prime versée par l'UPOV pour l'AMCS, se sont établies à 39 048 francs suisses pour 2022 (37 190 francs suisses en 2021). Le montant des versements au titre de l'AMCS prévus en 2023, représentant le coût des demandes de remboursement de frais médicaux, est de 99 161 francs suisses. La durée de la moyenne pondérée des obligations relatives à des prestations définies au 31 décembre 2022 était de 17 ans. Le tableau ci-dessous détaille la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et des ajustements liés à l'expérience concernant l'obligation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour 2022 et les quatre années précédentes :

	2022	2021	2020	2019	2018
	<i>(en francs suisses)</i>				
Obligations relatives à des prestations définies	3 480 559	4 085 020	3 033 695	2 026 390	2 235 639
Ajustements issus de l'expérience relatifs (au gain)/à la perte sur les engagements	-3 468	10 890	18 635	-511 380	2 503

Les hypothèses actuarielles ont une incidence significative sur les montants calculés pour les engagements au titre de l'AMCS. L'analyse de sensibilité ci-après montre comment le montant de l'obligation au titre des prestations définies aurait évolué en fonction de changements au niveau des hypothèses actuarielles significatives, du taux d'actualisation et du taux tendanciel des dépenses de santé. Les variations en pourcentage utilisées dans l'analyse sont considérées comme raisonnables compte tenu de l'évolution passée :

	Baisse de 1% du taux tendanciel des dépenses de santé <i>(1,80%)</i>	Taux tendanciel effectif des dépenses de santé <i>(2,80%)</i>	Augmentation de 1% du taux tendanciel des dépenses de santé <i>(3,80%)</i>
	<i>(en francs suisses)</i>		
Montant des obligations au 31 décembre 2022	2 974 228	3 480 559	4 116 601
Taux de variation	-14,5%		18,3%

	Baisse de 1% du taux d'actualisation <i>(1,50%)</i>	Taux d'actualisation effectif <i>(2,50%)</i>	Augmentation de 1% du taux d'actualisation <i>(3,50%)</i>
	<i>(en francs suisses)</i>		
Montant des obligations au 31 décembre 2022	4 153 670	3 480 559	2 956 809
Taux de variation	19,3%		-15,0%

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Conformément au règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le comité mixte de ladite Caisse devra faire établir une évaluation actuarielle de la Caisse par un actuaire indépendant au moins une fois tous les trois ans. Dans la pratique, à ce jour, le comité mixte a effectué cette évaluation actuarielle tous les deux ans, à l'aide de la méthode des agrégats avec entrants. Cette évaluation actuarielle a pour objectif premier de déterminer si les avoirs actuels et futurs estimés de la Caisse des pensions seront suffisants pour honorer son passif.

Sur le plan financier, l'OMPI est tenue de verser à la Caisse des pensions sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement de 7,9% pour les participants et 15,8% pour les organisations membres) plus la part de tous les paiements actuariels dus à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse a été achevée le 31 décembre 2021. La Caisse reportera au 31 décembre 2022 les données sur la participation au 31 décembre 2021 pour l'établissement de ses états financiers de 2022.

L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 a montré un ratio de capitalisation des actifs actuariels de 117% (contre 107,1% lors de l'évaluation de 2019). Ce taux de capitalisation était de 158,2% (144,4% lors de l'évaluation de 2019) lorsque le système actuel d'ajustements de pensions n'était pas pris compte.

À la suite de son évaluation actuarielle de la caisse de pensions, l'actuaire indépendant a conclu qu'au 31 décembre 2021 il n'était pas nécessaire de procéder à un paiement à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse de pensions. En effet, la valeur actuarielle de l'actif était supérieure à la valeur actuarielle des charges à payer par ladite caisse. En outre, à la date de cette évaluation, la valeur commerciale des actifs était également supérieure à la valeur actuarielle de toutes les charges à payer. À la date d'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué la disposition de l'article 26.

Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel, que ce soit durant le fonctionnement en cours de la Caisse ou en raison de la cessation de l'affiliation, les paiements dus à titre compensatoire de la part de chaque organisation membre seraient calculés au prorata des cotisations que l'organisation membre a versées aux cotisations totales de la Caisse des pensions pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Les cotisations totales versées à la Caisse au cours des trois années précédentes (2019, 2020 et 2021) s'élevaient à 8505,27 millions de dollars É.-U. et les cotisations de l'UPOV ont représenté 0,018% de ces cotisations (cotisations des participants et de l'UPOV).

En 2022, le montant des cotisations (y compris les cotisations de l'UPOV seule) versées à la Caisse était de 319 558 francs suisses (322 456 francs suisses en 2021). En 2023, les cotisations à payer devraient représenter quelque 313 529 francs suisses.

Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, prise sur recommandation en ce sens du comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs totaux de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à l'organisation affiliée pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse à cette date, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le comité mixte de la Caisse sur la base d'une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; le montant ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à une vérification annuelle de la Caisse des pensions et présente chaque année un rapport à la Caisse et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse <https://www.unjspf.org/fr/>.

NOTE 6 : ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
	<i>(en francs suisses)</i>	
Paiement anticipé de contributions	580 256	650 596
Produits sans contrepartie directe différés	299 262	83 897
TOTAL DES ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION	879 518	734 493

Les contributions reçues d'avance sont comptabilisées comme passif d'encaissement par anticipation et comme produits au cours de l'année à laquelle elles se rapportent. Les ressources extrabudgétaires versées par les donateurs aux fonds fiduciaires assortis de conditions exigeant de l'UPOV de fournir des services aux gouvernements bénéficiaires ou à d'autres tiers sont comptabilisées en tant que recettes différées jusqu'à ce que les services visés par les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) soient fournis, après quoi les recettes sont comptabilisées.

NOTE 7 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montants dus à l'OMPI	582 096	617 984
TOTAL DES AUTRES PASSIFS COURANTS	582 096	617 984

Les autres passifs courants sont les montants dus à l'OMPI, correspondant aux services fournis dans le cadre de l'Accord OMPI/UPOV.

NOTE 8 : PASSIFS EVENTUELS

L'UPOV n'a pas de passifs éventuels au 31 décembre 2022.

NOTE 9 : TRANSACTIONS AVEC UNE PARTIE LIEE

Le Conseil de l'UPOV est composé des représentants des membres de l'Union. Ils ne reçoivent aucune rémunération de l'UPOV.

L'UPOV ne détient aucune participation dans des associations ou des coentreprises et n'a aucune entité contrôlée. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'OMPI. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour le coût de ces services conformément aux conditions prévues dans l'accord susmentionné. En 2022, l'UPOV a versé 618 000 francs suisses à l'OMPI pour couvrir le coût de ces services, somme que l'UPOV a comptabilisée dans ses frais de fonctionnement pour l'année. En outre, l'UPOV a remboursé l'OMPI des fonds décaissés pour son compte. Conformément à cet accord, le Bureau de l'Union exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI.

Le personnel de direction essentiel comprend le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et les administrateurs en poste. Le Directeur général actuel de l'OMPI a refusé de percevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de secrétaire général de l'UPOV. Les autres principaux dirigeants sont rémunérés par l'UPOV. La rémunération globale versée aux principaux dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel. Les principaux dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à laquelle le personnel et l'UPOV contribuent et peuvent également participer au régime d'assurance maladie collective.

L'enveloppe de rémunération des principaux dirigeants est indiquée ci-après (il convient de noter que le tableau ne comprend pas le Secrétaire général étant donné qu'il ne reçoit aucune rémunération de l'UPOV) :

	2022		2021	
	Nombre de personnes <i>(sur une base d'équivalents temps plein)</i>	Enveloppe de rémunération <i>(en francs suisses)</i>	Nombre de personnes <i>(sur une base d'équivalents temps plein)</i>	Enveloppe de rémunération <i>(en francs suisses)</i>
Personnel de direction essentiel	5,21	1 315 777	6,00	1 404 418

Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des hauts dirigeants ou à des membres proches de leur famille.

NOTE 10 : ACTIFS NETS

	31 décembre 2021	Contribu- tions fonds de roulement	Excédent du programme et budget pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Excédent des fonds fiduciaires pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Ajustements IPSAS pour l'année	Virement au Fonds de réserve	31 décembre 2022
<i>(en francs suisses)</i>							
Excédent/(déficit) du programme et budget	-	-	229 544	-	-132 192	-97 352	-
Excédent/(déficit) des fonds fiduciaires	-	-	-	215 365	-215 365	-	-
Fonds de réserve	792 975	-	-	-	-	97 352	890 327
Fonds spécial pour des projets	-	-	-	-	-	-	-
Gains/pertes actuariels sur actifs nets	-2 009 225	-	-	-	872 449	-	-1 136 776
Fonds de roulement	575 011	3 334	-	-	-	-	578 345
ACTIFS NETS	-641 239	3 334	229 544	215 365	524 892	-	331 896

En vertu de l'article 4.2 de son Règlement financier, l'UPOV dispose d'un fonds de roulement. Au 31 décembre 2022, le montant du fonds de roulement s'établit à 578 345 francs suisses. Selon les dispositions de cet article, le fonds de roulement est destiné à :

- a) couvrir les dépenses inscrites au budget, dans l'attente du paiement des contributions des membres de l'UPOV;
- b) couvrir les dépenses de caractère imprévu et obligatoire, découlant de l'exécution du programme adopté;
- c) couvrir toute autre dépense qui serait décidée par le Conseil.

Les avances provenant du fonds de roulement pour couvrir les dépenses susmentionnées doivent être remboursées conformément aux dispositions de l'article 4.2.

Le fonds de réserve représente les soldes cumulés de l'UPOV. Conformément à l'article 4.6 du Règlement financier de l'UPOV, révisé par le Conseil de l'UPOV en octobre 2020, l'utilisation du fonds de réserve à des fins autres que pour couvrir un déficit relève de la décision du Conseil. Si, après la clôture de l'exercice financier, le montant du fonds de réserve dépasse 15% des recettes totales pour l'exercice financier, le Conseil décide de l'utilisation de l'excédent de recettes par rapport aux dépenses pour l'exercice financier.

Depuis la mise en œuvre de la norme IPSAS 39 en 2017, les gains et pertes actuariels au titre de l'AMCS doivent être comptabilisés directement dans les actifs nets. Au 31 décembre 2022, le montant des pertes actuarielles au sein des actifs nets est de 1 136 776 francs suisses en raison de gains actuariels d'un montant de 872 449 francs suisses comptabilisés en 2022.

NOTE 11 : RAPPROCHEMENT ENTRE L'ETAT DE COMPARAISON BUDGETAIRE (ETAT V) ET L'ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE (ETAT II)

Le programme et budget de l'UPOV est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et au règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV, et est approuvé par le Conseil. Le programme et budget ordinaire pour l'exercice 2022-2023 prévoyait un budget estimé pour les recettes et les dépenses de 7 635 000 francs suisses.

Pour 2022, première année de l'exercice biennal, le budget initial et le budget final étaient estimés à 3 817 000 francs suisses pour les recettes et les dépenses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la première année de l'exercice biennal s'est établi à 3 804 091 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la première année de l'exercice biennal s'est élevé à 3 574 547 francs suisses. Le rapport sur la performance de l'UPOV pour 2022 contient une explication des différences significatives entre les montants réels et les montants inscrits au budget.

Le budget et les comptes financiers de l'UPOV sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable avec le budget dans l'état V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité. Le budget de l'UPOV est adopté par le Conseil sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Il n'y a aucune différence temporaire à signaler. Les différences relatives à la base se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale. Les différences relatives à la base comprennent la comptabilisation intégrale des engagements liés aux prestations dues au personnel, des indemnités et des provisions. Les différences d'entité correspondent à l'inclusion dans les états financiers de l'UPOV des fonds fiduciaires qui ne font pas partie du programme et budget ordinaire de l'UPOV. Les différences de présentation, le cas échéant, peuvent correspondre au traitement des achats d'équipements en tant qu'activités de placement dans l'état IV plutôt qu'en tant qu'activités opérationnelles dans l'état V.

	2022			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	<i>(en francs suisses)</i>			
Montant réel sur une base comparable (état V)	229 544	-	-	229 544
Changements dans les engagements liés aux prestations au personnel	-132 192	-	-	-132 192
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	-215 365	-	-	-215 365
Total des différences relatives à la base	-347 557	-	-	-347 557
Fonds fiduciaires	215 365	-	-	215 365
Total des différences relatives à l'entité	215 365	-	-	215 365
Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)	97 352	-	-	97 352

NOTE 12 : RECETTES

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Opérations intersegments	TOTAL	TOTAL
	2022	2022	2022	2022	2021
	<i>(en francs suisses)</i>				
RECETTES					
Contributions	3 569 798	-	-	3 569 798	3 548 342
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	604 011	-	604 011	383 578
Taxes au titre d'UPOV PRISMA et de PLUTO	143 130	-	-	143 130	191 730
Recettes des placements	-2 731	-31	-	-2 762	-
Recettes autres/diverses	29 773	-34	-	29 739	21 853
Frais d'appui aux programmes	64 122	-	-64 122	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 804 092	603 946	-64 122	4 343 916	4 145 503

Les contributions versées au titre du programme et budget ordinaire correspondent aux montants payables en janvier 2022. Les ressources extrabudgétaires et les fonds fiduciaires représentent les recettes perçues relatives aux contributions versées par les donateurs pour des projets individuels qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire. Les recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont reportées jusqu'à ce qu'elles soient réalisées par la prestation des services spécifiques prévus dans le programme de travail convenu avec le donateur.

NOTE 13 : DEPENSES

	Programme et budget ordinaire 2022	Fonds fiduciaires 2022	Opérations intersegments 2022	TOTAL 2022	TOTAL 2021
<i>(en francs suisses)</i>					
DÉPENSES					
Dépenses de personnel	2 431 860	-	-	2 431 860	2 633 734
Voyages, formations et subventions	37 746	138 606	-	176 352	13 240
Services contractuels	598 599	400 762	-	999 361	1 112 654
Dépenses de fonctionnement	638 268	456	-	638 724	651 551
Fournitures	267	-	-	267	-
Frais d'appui aux programmes	-	64 122	-64 122	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	3 706 740	603 946	-64 122	4 246 564	4 411 179

Les dépenses de personnel incluent les prestations à court terme telles que le salaire de base, l'indemnité de poste, l'allocation familiale, la cotisation à la retraite, les cotisations sociales, les congés dans les foyers et d'autres prestations pour les fonctionnaires et les fonctionnaires temporaires. Depuis la mise en œuvre des normes IPSAS, les dépenses de personnel incluent les changements dans les obligations relatives aux prestations au personnel.

Les voyages, les formations et les subventions comprennent les frais de voyage en avion, les indemnités journalières de subsistance, les faux frais au départ et à l'arrivée et d'autres coûts de voyage pour les fonctionnaires en mission, et les déplacements pour les participants et les conférenciers dans le cadre d'activités de formation. Les services contractuels comprennent les contrats de louage de services de traducteurs, d'interprètes et d'autres personnes qui ne sont pas membres du personnel. Les dépenses de fonctionnement comprennent des éléments tels que la location et l'entretien des locaux et les frais bancaires.

NOTE 14 : INSTRUMENTS FINANCIERS

L'UPOV est exposée à des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et de crédit pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques.

Sauf si le Conseil en décide autrement, la politique de placements de l'UPOV est la même que celle de l'OMPI en ce qui concerne la "trésorerie d'exploitation". Le Secrétaire général peut demander l'avis du Comité consultatif sur les placements de l'OMPI pour des questions concernant exclusivement l'UPOV. Le Secrétaire général informe régulièrement le Comité consultatif des placements ainsi effectués. Le pouvoir d'effectuer et de gérer avec prudence des placements conformément à la politique de placement est délégué au contrôleur de l'OMPI. Cette politique a été révisée entièrement et adoptée en 2015 par la cinquante-cinquième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI. Certaines modifications apportées à la politique en matière de placements ont été adoptées à la cinquante-septième série de réunions en 2017. La politique révisée comprend deux politiques particulières en matière de placements, dont l'une concerne la trésorerie d'exploitation et les fonds propres et l'autre la trésorerie stratégique. La trésorerie d'exploitation correspond à la trésorerie dont l'UPOV a besoin pour répondre à ses besoins de paiements courants. Les fonds propres correspondent au solde de trésorerie restant après déduction de la trésorerie d'exploitation et de la trésorerie stratégique. La trésorerie stratégique est celle qui a été mise de côté pour financer les engagements pris au titre de l'assurance maladie après cessation de service, y compris l'AMCS.

Présentation des instruments financiers

Les instruments financiers sont classés comme suit :

Actifs et passifs financiers	Catégorie
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Créances	Coût amorti
Dettes fournisseurs et charges à payer	Coût amorti
Montants à payer	Coût amorti

Les valeurs comptables des catégories d'actifs et de passifs financiers sont les suivantes :

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
	<i>(en francs suisses)</i>	
Actifs financiers		
Coût amorti	5 598 022	5 178 100
Valeur comptable totale	5 598 022	5 178 100
Passifs financiers		
Coût amorti	582 096	617 984
Valeur comptable totale	582 096	617 984

Justes valeurs

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les dépôts en liquide et à court terme, les créances provenant des opérations de change, les comptes de créanciers et autres passifs courants sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments. Les créances provenant des opérations qui ne sont pas des opérations de change sont évaluées par l'UPOV sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque. Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants des arriérés de contributions antérieurs à l'exercice biennal précédent. Aux fins des actifs et passifs financiers de l'UPOV à la date d'établissement des états financiers, la valeur comptable est équivalente à la juste valeur.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'UPOV si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des montants à recevoir ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit. Aux fins de l'établissement des rapports financiers, l'UPOV calcule les provisions pour pertes sur créances escomptées associées à ses actifs financiers.

Les comptes débiteurs de l'UPOV proviennent presque exclusivement des membres de l'Union représentant des États souverains et des organisations intergouvernementales compétentes, ce pour quoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-2/P-2 ou une notation à long terme de A/A2. Par conséquent, les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie au 31 décembre 2022 sont les suivantes :

Notation	A-1	Total
	S&P court terme	
	<i>(en francs suisses)</i>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5,478,422	5,478,422
Pourcentage	100.0%	100.0%

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'UPOV de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus. L'UPOV n'est pas fortement exposée au risque de liquidité car elle dispose de fonds de trésorerie considérables. La politique en matière de placements exige que la trésorerie d'exploitation et les fonds propres soient placés de sorte à garantir la disponibilité des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins en flux de trésorerie de l'UPOV. Les soldes de trésorerie d'exploitation font l'objet de placements à court terme (périodes ayant une échéance de moins de 12 mois) dans des classes d'actifs à faible risque, facilement convertibles en liquidités à coût faible, voire nul. Les fonds propres font l'objet de placements à moyen terme (périodes de 12 mois minimum), de manière à ce qu'une partie d'entre eux soit accessible occasionnellement, ce qui permettrait à l'avenir, par exemple, d'échelonner les paiements importants. La trésorerie stratégique doit être placée sur le long terme et n'a actuellement pas besoin de liquidités à court ou moyen terme.

Risque de change

L'UPOV perçoit des recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est donc exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché, comme les taux d'intérêt, qui affectent le revenu de l'Union ou la valeur de ses instruments financiers. L'UPOV n'est pas exposée au risque de marché.

NOTE 15 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

La date d'établissement des états financiers de l'UPOV a été fixée au 31 décembre 2022 et leur publication à la même date que celle de l'avis des vérificateurs de comptes externes.

Le 19 mars 2023, le rachat de Crédit Suisse par UBS a été annoncé. Le Département fédéral des finances, la Banque nationale suisse et la FINMA (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) ont approuvé cette acquisition et, sous réserve des conditions habituelles, la transaction devrait être menée à bien d'ici fin 2023.

UBS et Crédit Suisse sont tous deux des partenaires bancaires de l'UPOV. Celle-ci ne s'attend à aucune perturbation de ses opérations bancaires ni à aucune dépréciation financière en raison de l'acquisition. Toutefois, l'UPOV va chercher à développer une relation plus forte avec une autre banque afin de diversifier son portefeuille de prestataires de services bancaires.

Aucun autre événement significatif – favorable ou défavorable – susceptible d'avoir une incidence importante sur les présents états financiers n'a eu lieu entre la date d'établissement de ceux-ci et la date à laquelle leur publication a été autorisée.

[Fin de l'annexe et du document]